

COMITE DE COORDINATION DU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES (CCRCS)

(Art. R. 123-81 du code de commerce)

AVIS N° 2013-010

Question : Lorsqu'un mineur devient associé d'une société civile ou commerciale par suite d'un apport ou de l'acquisition de parts sociales, quelles pièces justificatives doivent être exigées par le greffier ?

Demande d'avis d'un éditeur de journal d'annonces légales, mandataire en formalités

(Société - Associé mineur – Pièces justificatives)

1.- Acquisition de la qualité d'associé par un mineur. Lorsque les statuts d'une société contiennent la désignation d'un mineur en qualité d'associé, il est exigé par la loi que celui-ci soit représenté pour la conclusion de l'acte juridique en raison de son incapacité tenant à sa minorité. Les règles déterminant l'identité et les pouvoirs des représentants légaux du mineur sont contenues dans le code civil.

En ce qui concerne les sociétés civiles, il faut souligner que la responsabilité des associés au passif est indéfinie, si bien que l'acte d'apport peut se révéler préjudiciable au mineur (code civil, art. 1857). L'acquisition de la qualité d'associé n'est pas interdite pour un mineur mais dans cette hypothèse, l'article 389-5 du code civil le protège en prévoyant la responsabilité des parents en ces termes : « *si l'acte cause un préjudice au mineur, les parents en sont responsables solidairement* ».

En ce qui concerne les sociétés commerciales, seules les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite sont exclues pour les mineurs car l'acquisition de la qualité d'associé emporte celle de commerçant. Pour les sociétés en commandite, cette exclusion ne vaut que pour les associés commandités. Il en va autrement pour le mineur émancipé autorisé à acquérir cette qualité. L'article L. 121-2 du code de commerce dispose en ce sens que « *le mineur émancipé peut être commerçant sur autorisation du juge des tutelles au moment de la décision d'émancipation et du président du tribunal de grande instance s'il formule cette demande après avoir été émancipé* ».

2.- Administration légale pure et simple. L'administration légale est pure et simple lorsque l'autorité parentale est exercée en commun par les deux parents (article 389 du Code civil). Dans cette situation, les administrateurs légaux doivent agir ensemble à l'acte, s'agissant d'un acte de disposition. Or, l'acte d'apport est bien un acte de disposition du patrimoine du mineur, ce que confirment les dispositions des articles 389-5 et 505 du code civil. A défaut d'accord entre les parents, cet acte doit être autorisé par le juge des tutelles (articles 389, 389-1, 389-5 du code civil).

3.- Administration légale non pure et simple. Lorsque l'administration légale n'est pas pure et simple, c'est-à-dire essentiellement lorsqu'elle est exercée par un seul parent, le code civil impose à l'administrateur légal d'obtenir une autorisation du juge des tutelles pour accomplir au nom du mineur un acte d'apport à une société, s'agissant d'un acte de disposition (code civil, art. 389, 389-2, 389-6, et 505).

4.- Tutelle. Lorsque le mineur est représenté par un tuteur, celui-ci ne peut effectuer d'actes de disposition sans autorisation du conseil de famille (code civil, art. 505). Il convient donc que le tuteur requiert cette autorisation dans le cas d'un acte d'apport à une société. De manière analogue à l'article 389-8 précité, l'article 408 du code civil prévoit que « *le tuteur, après autorisation du conseil de famille, effectue les actes de disposition nécessaires pour les besoins de la création et de la gestion d'une entreprise individuelle à responsabilité limitée ou d'une société unipersonnelle* ».

5.- Apport de certains biens. L'apport de certains biens en société par des mineurs obéit à des règles plus restrictives. En effet, en cas d'administration légale pure et simple, les parents ne peuvent, même d'accord, apporter en société un immeuble ou un fonds de commerce sans autorisation du juge des tutelles (code civil, art. 389-5). Lorsque l'administration légale n'est pas pure et simple, il faut également requérir la même autorisation. En cas de tutelle, si l'apport concerne un immeuble, un fonds de commerce ou des titres financiers, le tuteur doit requérir l'autorisation du conseil de famille, laquelle doit être précédée d'une mesure d'instruction par un technicien ou le recueil de l'avis d'au moins deux professionnels qualifiés. En cas d'urgence, le juge des tutelles peut, par décision spécialement motivée, autoriser, la vente d'instruments financiers (code civil, art. 505).

6.- Sociétés unipersonnelles. Le code civil, modifié par la loi n°2012-387 du 22 mars 2012, assouplit toutefois quelque peu le régime d'incapacité pour certains actes liés à la création d'entreprise. L'article 389-8 prévoit qu'un « *mineur âgé de seize ans révolus peut être autorisé, par ses deux parents qui exercent en commun l'autorité parentale ou par son administrateur légal sous contrôle judiciaire avec l'autorisation du juge des tutelles, à accomplir seul les actes d'administration nécessaires pour les besoins de la création et de la gestion d'une entreprise individuelle à responsabilité limitée ou d'une société unipersonnelle. Les actes de disposition ne peuvent être effectués que par ses deux parents ou, à défaut, par son administrateur légal sous contrôle judiciaire avec l'autorisation du juge des tutelles. L'autorisation visée au premier alinéa revêt la forme d'un acte sous seing privé ou d'un acte notarié et comporte la liste des actes d'administration pouvant être accomplis par le mineur.* ». L'acte d'apport lui-même étant un acte de disposition, il devra être autorisé par les deux parents ou à défaut être autorisé par le juge des tutelles.

7. Contrôle du greffier. Dans le cadre de son contrôle de régularité des demandes d'inscription prescrit par les articles R. 123-94 et R. 123-95 du code de commerce, le greffier devra vérifier dans les différentes hypothèses précitées :

- soit que le mineur est représenté à l'acte par ses deux parents dont l'identité doit figurer dans l'acte avec la mention de la représentation ;
- soit que le dossier comporte, outre l'acte signé par le représentant du mineur, une copie de l'autorisation délivrée par le conseil de famille ou par le juge des tutelles.

EN CONSEQUENCE, LE COMITE DE COORDINATION EMET L'AVIS SUIVANT :

En raison de son incapacité, le mineur doit être représenté pour la conclusion d'un contrat de société en qualité d'associé. L'acte d'apport ou d'acquisition de parts sociales étant un acte de disposition du patrimoine du mineur, celui-ci doit être représenté :

- soit par ses deux parents en cas d'administration légale pure et simple,
- soit par un seul de ses deux parents sur autorisation du juge des tutelles,
- soit par son tuteur, autorisé par le conseil de famille ou par le juge des tutelles.

Dans le cadre de son contrôle de régularité, le greffier devra vérifier :

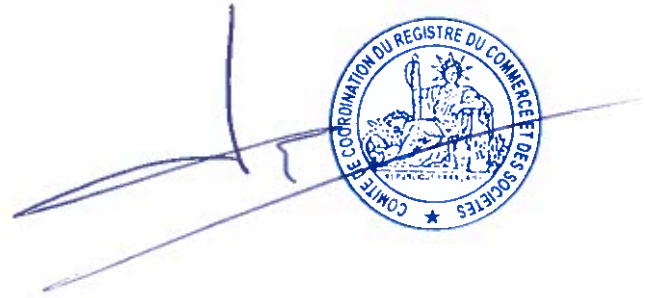
- soit que le mineur est représenté à l'acte par ses deux parents dont l'identité doit figurer dans l'acte avec la mention de la représentation ;
- soit que le dossier comporte, outre l'acte signé par le représentant du mineur, une copie de l'autorisation délivrée par le conseil de famille ou par le juge des tutelles.

Le fait que les parents soient de surcroît personnellement associés de la société ne modifie pas la question de la représentation du mineur.

Le Président,

Délibération du 27 mars 2013
Président : Jacques DRAGNE
Rapporteur : Jean Marc BAHANS

A publier sur le site internet
< www.justice.gouv.fr >
(accès : "textes & réformes »)



Secrétariat CCRCS : DACS - Bureau du droit commercial
Ministère de la Justice - 13, place Vendôme - 75042 Paris Cédex
Tél. 01 44 77 61 90 et 01 44 77 63 98 - Courriel : CCRCS.DACS@justice.gouv.fr